

Ce que nous proposons

Une politique de relance

Sortir de la crise, réduire la dette publique, créer des emplois durables, ça ne peut pas se faire en réduisant les investissements publics et en appauvrissant les gens. Une telle politique ne fait qu'aggraver la crise, baisser les recettes publiques, augmenter l'endettement, détruire des emplois, appauvrir la population.

Une fiscalité plus juste peut fournir les moyens pour une politique de relance et d'investissements publics tout en assainissant les finances publiques.

Préserver le pouvoir d'achat

Pour mener cette politique de relance, il faut préserver le pouvoir d'achat des actifs et non actifs.

Il faut en finir avec le blocage des salaires qui est une erreur économique. Nous revendiquons des augmentations salariales dans le cadre de négociations sectorielles libres. Il faut cesser d'attaquer l'indexation des salaires et des allocations sociales.

Cesser de précariser le travail sous couvert de flexibilité ou de «modernité».

Tous ensemble le 25 avril prochain

- Pour l'emploi de qualité et le pouvoir d'achat
- Pour la relance économique, contre l'austérité
- Pour une fiscalité juste
- Pour une harmonisation vers le haut des statuts ouvrier/employé

Suivez les propositions d'actions de votre centrale syndicale et de votre régionale FGFB

FGTB

Ensemble, on est plus forts

Pour plus d'infos:

FGTB

Rue Haute 42 | 1000 Bruxelles
Tel. +32 2 506 82 11 | Fax +32 2 506 82 29
infos@fgtb.be | www.fgtb.be

Toute reprise ou reproduction totale ou partielle du texte de cette brochure n'est autorisée que moyennant mention explicite des sources.
Editeur responsable: Rudy De Leeuw © Avril 2013



**Ensemble
Pour sortir
de cette crise!**

FGTB

Ensemble, on est plus forts

Ce que nous dénonçons

L'hémorragie d'emplois

ArcelorMittal, Ford, Duferco, NLMK, Caterpillar... le dumping salarial (absence de salaire minimum interprofessionnel en Allemagne), la concurrence déloyale qui étrangle certains secteurs comme le transport et les restructurations entraînent chaque jour des milliers de pertes d'emplois y compris chez les sous-traitants. Rien que pour 2012, les licenciements collectifs ont jeté sur le pavé 16.700 travailleurs. Et la politique d'austérité qui pèse sur le pouvoir d'achat et la consommation n'arrange rien, bien au contraire.

Le détournement des aides publiques

Pourtant ces entreprises ont bénéficié des aides publiques à l'emploi et d'avantages fiscaux exorbitants. Grâce aux intérêts notionnels, Mittal a empoché à lui seul 118 millions de déductions fiscales en une seule année alors que 1.200 travailleurs se retrouvent chômeurs.

La protection insuffisante contre le licenciement

Les travailleurs sont jetés comme des Kleenex après usage pour satisfaire l'appétit insatiable des actionnaires et garantir leurs dividendes. Si quelqu'un a besoin de garanties, ce sont bien les travailleurs qui n'ont que leur gagne pain. Il ne sont pas assez protégés contre le licenciement, surtout les ouvriers.

L'austérité

Les faillites ont augmenté de 30% entre 2007 et 2012. L'emploi diminue comme peau de chagrin. Mais on persécute les chômeurs pour qu'ils cherchent un emploi introuvable et on empêche de l'autre côté les travailleurs âgés de sortir du marché de l'emploi en barrant l'accès aux prépensions et à la pension anticipée.

L'an passé, c'est-à-dire avant l'application de la dégressivité des allocations, 44% des chômeurs avaient une allocation inférieure à 1.000€/mois. 22% touchaient moins de 500€!

En 2013, 92.000 chômeurs en 2e période - chefs de ménage ou non - vont voir tout de suite leur allocation de chômage baisser pour finir en fin de parcours avec une allocation sous le seuil de pauvreté. 75.000 autres les suivront dans le courant de l'année.

Dès 2015, des milliers de jeunes de moins de 30 ans touchant une allocation d'insertion seront exclus.

Le gel des salaires

La part des salaires dans le PIB ne cesse de diminuer et pourtant dans bon nombre d'entreprises, les dividendes donnés aux actionnaires sont revenus à leur niveau de 2008, c'est-à-dire avant la crise.

Ce que nous proposons

Mieux protéger les travailleurs contre le licenciement et ce à charge des employeurs

On licencie trop facilement les travailleurs et à trop bon compte. C'est généralement la collectivité, via le chômage avec ou sans complément d'entreprise qui paie la facture.

A l'occasion de la discussion sur la suppression des discriminations entre ouvriers et employés, il faut en priorité renforcer la protection des ouvriers (min 3 mois/5 années d'ancienneté), et cela à charge des employeurs qui licencient.

Par ailleurs, il faut supprimer le jour de carence pour les ouvriers. (Pour plus d'informations, voir le site de la FGTB: www.fgtb.be).

Lier les aides publiques à l'emploi ou les faire rembourser

Chaque année, plus de 15 milliards sont offerts aux entreprises sous forme de réductions de cotisations ou d'impôt. Ces aides publiques doivent servir à l'emploi de qualité et non à améliorer le taux de profit ou à éluder l'impôt. Les entreprises qui licencient sans motifs valables doivent rembourser ces aides.

Une fiscalité plus juste et plus efficace

La politique d'austérité inspirée et menée par le patronat et la droite du Gouvernement actuel repose essentiellement sur les réductions de dépenses publiques et des économies dans la sécurité sociale. Sur le blocage des salaires ou encore sur des taxes qui frappent les consommateurs. Ce sont les travailleurs et les allocataires sociaux qui en font les frais alors que des multinationales échappent presque complètement à l'impôt de manière légale ou frauduleuse.

Ça doit changer ! Si on veut alléger le coût du travail, il faut taxer plus et mieux le capital.

Il faut taxer les plus-values boursières, taxer les transactions financières, fixer un impôt minimum des sociétés pour que les multinationales paient leur dû comme les PME.